



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE



Recueil des Actes Administratifs

Numéro 242 – 16/10/2026

Préfecture de la Moselle

Recueil des Actes Administratifs

Arrêtés reçus entre

le 16/10/2026 et le 16/10/2026

Le présent recueil a fait l'objet d'une publication le 16/10/2026.

Il peut être consulté dans les locaux de la préfecture ou des sous-préfectures de Forbach – Boulay-Moselle, Sarrebourg – Château -Salins, Sarreguemines et Thionville.
Ce recueil est également consultable sur le site de la Préfecture :
<http://www.moselle.pref.gouv.fr>

ARRÊTÉ CAB/DS/PSR n° 36 du 16 octobre 2026

Arrêté portant obligation du port du casque pour les utilisateurs d'engins de déplacement personnel motorisés (EDPM)

LE PRÉFET DE LA MOSELLE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1 et L.2215-1 ;

Vu le Code de la route et notamment ses articles R.110-1 et suivants, R.411-1 et suivants et R.412-43-1 et suivants ;

Vu le Code pénal et notamment son article R.610-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 7 février 2024 publié au Journal officiel du 8 février 2024, portant nomination de Mme Jacqueline Mercury-Giorgetti, en qualité de sous-préfète, directrice de cabinet ;

Considérant que les engins de déplacement personnel motorisés tels que les trottinettes électriques, les gyropodes, les mono-roues et les hoverboards connaissent une croissance importante de leur usage dans le département de la Moselle ;

Considérant qu'entre 2019 et 2025, dans le département de la Moselle, le nombre de victimes circulant à bord d'un engin de déplacement motorisé est en constante augmentation : 55 accidents au total dont 4 personnes tuées et 49 blessés dont 24 grièvement ;

Considérant que depuis le début de l'année 2026, le département de la Moselle a déjà compté 19 accidents impliquant des engins à déplacement personnel motorisés dont 20 blessés parmi lesquels 12 blessés graves ;

Considérant que depuis 2023, plus de la moitié des victimes d'accidents corporels impliquant un EDPM sont âgés de 14 à 25 ans ;

Considérant que la gravité des accidents corporels observés est élevée, ceux-ci étant fréquemment associés à des traumatismes crâniens graves, en raison de l'absence de protection individuelle

adaptée ;

Considérant que la protection des usagers de la voie publique constitue un objectif d'intérêt général relevant de l'ordre public ;

Considérant que dans ces conditions, il appartient au préfet, dans le cadre de ses pouvoirs de police administratives, de prendre toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique dans le département de la Moselle ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1 : en circulant, tout conducteur d'un engin de déplacement personnel motorisé (EDPM) doit être coiffé d'un casque conforme à la réglementation relative aux équipements de protection individuelle. Ce casque doit être attaché.

Article 2 : le fait pour tout conducteur de contrevenir aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

Article 3 : le présent arrêté entrera en application le 1er novembre 2026. Il peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg

Article 4 : la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Moselle, la directrice interdépartementale de la police nationale, le commandant du groupement de gendarmerie départementale et les maires du département sont chargés, chacun en ce que les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié aux procureurs de la République des tribunaux judiciaires de Metz, Thionville et Sarreguemines.

Fait à Metz, le 16 octobre 2026

Le préfet,

Pascal Bolot

ANNEXE – Rappel de la réglementation applicable aux EDPM

Trottinettes électriques, monoroues, gyropodes, hoverboards : les nouveaux engins de déplacement personnel motorisés (EDPM), comme les autres usagers, doivent appliquer les règles du Code de la route qui garantissent leur sécurité et celle des autres.

Depuis le 25 octobre 2019, le Code de la route reconnaît les EDPM comme une nouvelle catégorie de véhicules et en définit le statut. Il fixe notamment leurs caractéristiques techniques, les règles de circulation et de stationnement et précise les sanctions en cas de non-respect de ces règles.

La création d'une réglementation dédiée par le décret du 23 octobre 2019 et modifié le 31 août 2023 permet de lutter contre les comportements dangereux observés, de promouvoir une utilisation responsable et plus sûre de ces engins et de retrouver un usage apaisé des trottoirs pour les piétons, et en particulier les plus vulnérables : personnes âgées, enfants, personnes en situation de handicap, etc.

Que dit le Code de la route ?

Les règles pour les EDPM sont essentiellement les mêmes que celles applicables aux vélos, avec certaines spécificités.

Règles générales :

- Les conducteurs d'EDPM doivent adopter un comportement prudent, tant pour leur propre sécurité que celle des autres ;
- Comme pour les vélos, **il est interdit de conduire sous l'influence de l'alcool** ou après usage de stupéfiants ;
- La conduite d'un EDPM est **interdite à toute personne de moins de 14 ans** ;
- **Il est interdit d'être plusieurs sur l'engin** : l'usage est exclusivement personnel ;
- **Il est interdit de porter à l'oreille des écouteurs** ou tout appareil susceptible d'émettre du son, ou d'utiliser le téléphone tenu en main ;
- L'assurance de l'EDPM est obligatoire parce qu'il est considéré comme un véhicule terrestre à moteur par le Code des assurances, y compris dans le cas d'un service de location d'EDPM en libre service (free-floating). C'est toujours le propriétaire de l'EDPM qui doit souscrire l'assurance obligatoire ;
- Il est interdit de circuler sur le trottoir. Sinon l'EDM doit être tenu à la main ;
- En agglomération, il est obligatoire de circuler sur les pistes et bandes cyclables lorsqu'il y en a. À défaut, les EDPM peuvent circuler sur les routes dont la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 50 km/h ;
- Hors agglomération, leur circulation n'est autorisée que sur les voies vertes et les pistes cyclables ;
- Garer son EDPM aux emplacements réservés à cet effet et à défaut, sur les trottoirs, dans la mesure où il ne gêne pas la circulation des piétons et autres usagers.

Quels sont les équipements obligatoires ?

- Le port du casque est désormais obligatoire dans le département de la Moselle ;
- De nuit, ou de jour par visibilité insuffisante, y compris en agglomération l'arrêté ministériel du 24 juin 2020 précise que les utilisateurs doivent porter un vêtement ou équipement rétroréfléchissant (par exemple, un gilet, un brassard, etc.) ;
- Pour pouvoir circuler sur la voie publique, les engins ne doivent pas pouvoir rouler à plus de 25 km/h. Attention, selon les villes, la vitesse autorisée peut-être inférieure.

Les EDPM doivent être équipés :

- de feux de position avant et arrière (arrêté ministériel du 24 juin 2020) ;
- de dispositifs rétroéfléchissants (catadioptrés) ;
- d'un système de freinage (arrêté ministériel du 21 juillet 2020) et d'un avertisseur sonore (arrêté ministériel du 22 juillet 2020).

Les sanctions :

Infraction commise	Classe de contravention	Montant de l'amende	Références réglementaires
Défaut d'équipement (frein, éclairage)	1 ^{ère} ou 2 ^{ème} classe	11 € à 35 €	Arrêtés ministériels des 24 juin 2020, 21 juillet 2020 et 22 juillet 2020
Non port du casque en agglomération	2 ^{ème} classe	35 €	Art R.610-5 du Code pénal
Non port du casque et du gilet rétroréfléchissant de jour comme de nuit hors agglomération, sur des routes dans la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 80 km/h	4 ^{ème} classe	135 €	Art R.412-43-1 du Code de la route
Transport de passagers	4 ^{ème} classe	135 €	Art R.412-23 du Code de la route
Usage d'écouteurs ou téléphone	4 ^{ème} classe	135 €	Art R.412-6-1 du Code de la route
Circulation sur trottoir sans autorisation	4 ^{ème} classe	135 €	Art R.412-34 du Code de la route
Circulation sur une voie interdite (voie express par exemple) ou circulation sur la chaussée alors qu'il existe une piste cyclable	4 ^{ème} classe	135 €	Art R.412-43-1 du Code de la route
Conduite avant 14 ans	4 ^{ème} classe	135 €	Art R.412-43-3 du Code de la route

ARRÊTÉ CAB/DS/SIDPC/2026 N°48
modifiant l'arrêté CAB/DS/SIDPC/N°2023-13 du 19 octobre 2023 portant
renouvellement d'agrément d'un organisme pour la formation des agents de sécurité
incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) agence nationale pour la formation
professionnelle des adultes (AFPA), centre de Yutz (57)

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** le Code de la sécurité intérieure ;
- VU** le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.143-11 et R.143-12 ;
- VU** le Code du travail, notamment ses articles L.6313-1, L.6351-1 et suivants ;
- VU** l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, notamment ses articles MS 45 à MS 48 ;
- VU** l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, notamment son article 12 ;
- VU** l'arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, notamment ses articles GH 60 et GH 62 ;
- VU** l'arrêté CAB/DS/SIDPC/N°2023-13 du 19 octobre 2023 portant renouvellement d'agrément d'un organisme pour la formation des agents de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), centre de Yutz ;

- VU** l'arrêté CAB/DS/SIDPC/2026 N°18 du 21 mai 2026 modifiant l'arrêté CAB/DS/SIDPC/N°2023-13 du 19 octobre 2023 portant renouvellement d'agrément d'un organisme pour la formation des agents de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), centre de Yutz ;
- VU** l'arrêté préfectoral DCL n°2025-A-99 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature en faveur de Mme Jacqueline Mercury-Giorgetti, sous-préfète, directrice du cabinet du préfet de la Moselle ;
- VU** la demande de modification en date du 14 octobre 2026 tendant au changement de responsable légal de l'AFPA, centre de Yutz et l'ensemble des pièces du dossier ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté CAB/DS/SIDPC/N°2023-13 du 19 octobre 2023 portant renouvellement d'agrément d'un organisme pour la formation des agents de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), centre de Yutz est ainsi modifié :

AFPA (centre de Yutz), dont le siège social est situé route d'Illange 57970 Yutz, représenté par Mme Marjorie Kubiak, directrice du centre, code APE : 8559A, n° de SIRET : 824 363 436 000 18, n° de déclaration d'activité : 119 307 62993, est enregistré auprès des services de la préfecture sous le numéro d'agrément suivant : n° 57/05/SSIAP.

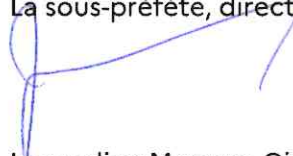
Ce numéro d'agrément doit figurer sur les courriers et les diplômes émanant du centre de formation de l'AFPA – Yutz.

Article 2 : Tout changement dans le contenu du dossier initial portant sur la mise à disposition d'un lieu de formation, la mise à disposition d'un lieu d'exercice sur le feu réel ou l'emploi des formateurs, doit être signalé à la préfecture de la Moselle. Il fera l'objet d'un arrêté modificatif.

Article 3 : En cas de cessation d'activité, l'organisme devra aviser la préfecture de la Moselle et lui transmettre les éléments permettant d'assurer le suivi des diplômes délivrés.

Article 4 : La sous-préfète, directrice de cabinet et la cheffe du service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC), sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Metz, le **16 OCT. 2026**
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète, directrice de cabinet,



Jacqueline Mercury-Giorgetti

Voies et délais de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours peut être déposé sur le site <http://www.telerecours.fr>. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa notification.

**Arrêté
CAB/PPA n°581**

du 15 octobre 2026

**portant règlement particulier de police sur les
conditions d'embarquement et de débarquement de la péniche BARAKA
dans le cadre du festival littéraire itinérant « Les passerelles » à Metz**

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code des transports, notamment ses articles L.4240-1 et suivants, R. 4241-1 et suivants et A. 4241-1 et suivants ;

Vu le décret n°91-731 du 23 juillet 1991 modifié relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux circulant ou stationnant sur les eaux intérieures ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2025-A-99 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature en faveur de Madame Jacqueline Mercury-Giorgetti, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 5 août 2014 modifié portant règlement particulier de police de la navigation intérieure sur l'itinéraire Moselle ;

Vu la demande déposée le 22 juillet 2026 par l'association CARANUSCA, organisant l'événement « Les Passerelles », festival littéraire itinérant le long de la Moselle, de la Sarre et du canal de la Marne au Rhin à bord de la péniche BARAKA, d'amarrer à Metz, au ponton du Moyen-Pont du 21 au 23 octobre 2026 ;

Vu l'accord donné par l'Eurométropole de Metz, en tant que gestionnaire du ponton, le 18 septembre 2026 ;

Vu l'accord donné par la ville de Metz, le 2 octobre 2026 ;

Vu l'avis de la sous-commission de sécurité en date du 15 septembre 2026, qui donne un avis favorable précisant les capacités d'accueil et moyens de secours de la péniche ;

Considérant que dans le cadre du festival, la péniche accueille du public à bord sans naviguer ;

Sur proposition de la directrice territoriale Nord-Est de Voies navigables de France,

Arrête

Article 1

La péniche BARAKA est autorisée à embarquer et débarquer du public sur la commune de METZ, au niveau du Moyen Pont, bief n°12 de la Moselle sur le plan d'eau de Metz aux embarcadères de Metz Métropole, rive droite de la Moselle, dans le cadre du festival littéraire « les Passerelles ».

Cette autorisation est valable du 21 au 23 octobre 2026.

Aucune navigation n'est permise avec du public.

L'exploitant de la péniche s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions émises par la sous-commission départementale pour la sécurité, dans son procès-verbal du 15 septembre 2026 susvisé.

Article 2

2.1 Capacité d'accueil

La capacité d'accueil du public à bord de la péniche BARAKA est limitée à 40 personnes.

2.2 Signalisation

Le linéaire des quais d'embarquement et de débarquement est matérialisé sur place par un panneau sur le côté et par un marquage au sol en bordure de quai.

Un panneau d'information comportant le nom du quai d'embarquement et de débarquement et sur lequel sont affichés le présent arrêté et les numéros d'appel des secours est implanté sur la berge.

Article 3 Accostage du bateau – embarquement et débarquement des passagers

L'accostage est effectué bord à quai sans passerelle si l'espacement entre le bateau et le quai est de moins de 15 cm et d'une hauteur de marche de moins de 20 cm.

Dans le cas contraire, l'embarquement et le débarquement des passagers se font au moyen d'une passerelle mobile. Cette passerelle mobile a au moins 80 cm de large et permet l'accès des personnes à mobilité réduite. Elle est équipée des deux côtés d'un garde-corps d'un mètre de hauteur au moins. Elle a une longueur conforme aux normes de sécurité.

La passerelle mobile est manœuvrée par un dispositif permettant une mise en place rapide et aisée.

L'embarquement et le débarquement des personnes à mobilité réduite se font sous l'entière responsabilité de l'exploitant du bateau à passagers.

Article 4

L'exploitant du bateau à passagers s'assure que les passagers ne stationnent jamais sur les infrastructures d'embarquement/débarquement (escaliers, passerelles, appontements), ni en bordure de quai.

L'embarquement et le débarquement des passagers se font en présence d'un membre d'équipage du bateau placé au droit de la porte d'accès et sous son contrôle.

Ce dernier vérifie préalablement à toute opération que les infrastructures nécessaires aux opérations de débarquement ou d'embarquement sont conformes et ne présentent pas de risque particulier.

Article 5

L'exploitant du bateau à passagers respecte les réglementations en vigueur applicables pendant les stationnements, notamment en matière d'environnement, de salubrité et de bruit.

Le gestionnaire du plan d'eau prend toutes les mesures nécessaires à la gestion des usages multiples du plan d'eau.

Article 6

Le présent arrêté, affiché sur le panneau d'information mentionné à l'article 2.2, peut être également consulté dans les mairies des communes mentionnées à l'article 1 du présent arrêté.
Toute modification temporaire du présent arrêté est publiée par avis à la batellerie.

Article 7

Le préfet peut, par décision motivée en vue du bon ordre et de la sécurité de la navigation ou des passagers, suspendre le présent arrêté.

Article 8

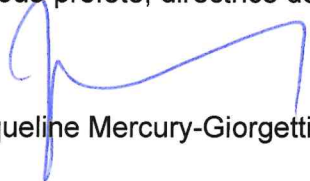
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle et peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication

Ce recours peut être déposé, dans les mêmes conditions de délais, depuis le site : <http://www.telerecours.fr>

Article 9

La directrice de cabinet du préfet de la Moselle, le président de l'Euro-Métropole de Metz, le maire de Metz, la directrice interdépartementale de la police nationale, le commandant de la brigade fluviale de gendarmerie de Metz, la directrice territoriale Nord-Est de VNF et la responsable du service territorial Moselle de VNF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète, directrice de cabinet



Jacqueline Mercury-Giorgetti

ARRÊTÉ DCL 2026 /1-031 du 16 OCT. 2026

Portant désaffectation de l'ancienne demi-pension, les anciens logements, l'externat, l'administration, les garages et ateliers du collège la Carrière à Saint-Avold

Le préfet de la Moselle,
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de l'éducation ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions;
- VU** la loi n°83-663 modifiée du 22 juillet 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, et notamment son article 43 ;
- VU** la circulaire interministérielle du 9 mai 1989 n°NOR/INT/B/89/00144/C relative à la désaffectation des biens des écoles élémentaires, des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spécialisée ;
- VU** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la Préfecture de la Moselle ;
- VU** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** la délibération du 28 avril 2026 du conseil d'administration du collège la Carrière de Saint-Avold autorisant la désaffectation du collège la Carrière de Saint-Avold ;
- VU** la délibération de la commission permanente du conseil départemental de la Moselle du 6 juillet 2026 approuvant la désaffectation de l'ancienne demi-pension, les anciens logements, l'externat, l'administration, les garages et ateliers (parcelle 130 - section 19 du cadastre) du collège la Carrière à Saint-Avold et autorisant le président du conseil départemental de la Moselle à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de cette décision ;

- VU** le courrier du 24 juillet 2026 du président du conseil départemental de la Moselle demandant la désaffectation de l'ancienne demi-pension, les anciens logements, l'externat, l'administration, les garages et ateliers (parcelle 130 - section 19 du cadastre) du collège la Carrière à Saint-Avold ;
- VU** l'avis favorable du 7 octobre 2026 du directeur académique des services de l'éducation nationale de la Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

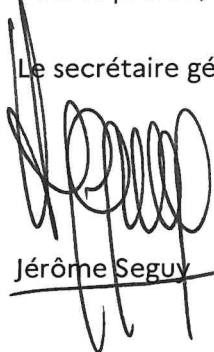
Article 1^{er} : l'ancienne demi-pension, les anciens logements, l'externat, l'administration, les garages et ateliers (parcelle 130 - section 19 du cadastre) du collège la Carrière, situés 56A rue de la carrière à Saint-Avold, sont désaffectés de l'usage du service public de l'éducation nationale.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le président du conseil départemental de la Moselle et le directeur académique des services de l'Éducation nationale de la Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

A Metz, le **16 OCT. 2026**

Pour le préfet ,

Le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jérôme Seguy', written over a horizontal line.

Jérôme Seguy

Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "télérécourse citoyen" par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>.



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction
de la Citoyenneté
et de la Légalité

ARRETE DCL/1-029
du 6 - OCT. 2026

**Portant constitution de la liste électorale du collège des communes de la Moselle
de moins de 20 000 habitants pour l'élection au plus tard le 26 janvier 2027 des
représentants des communes au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 84-346 du 10 mai 1984 modifié relatif au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale ;

VU le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral DCL n ° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de Jérôme Seguy secrétaire générale de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté du 24 août 2026 fixant la date et les modalités d'organisation des élections pour le renouvellement des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Moselle ;

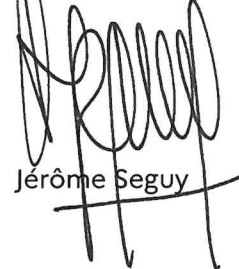
ARRÊTE

Article 1^{er} : La liste électorale du collège des maires des communes de la Moselle de moins de 20 000 habitants, pour l'élection au plus tard le 26 janvier 2027 des représentants des communes au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale, est annexée au présent arrêté.

Article 2 : La liste électorale du collège des communes de moins de 20 000 habitants du département de la Moselle est arrêtée à 720 électeurs.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par voie d'affichage en préfecture et sous-préfecture et mis en ligne sur le site internet de la préfecture et des sous-préfecture de la Moselle.

Metz le
Pour le préfet,
Le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Jérôme Seguy

ARRETE DCL/1-030
du 6 - OCT. 2026

Portant constitution de la liste électorale du collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de la Moselle de moins de 20 000 habitants pour l'élection au plus tard le 26 janvier 2027 des représentants des communes au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 84-346 du 10 mai 1984 modifié relatif au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale ;

VU le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral DCL n ° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de Jérôme Seguy secrétaire générale de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté du 24 août 2026 fixant la date et les modalités d'organisation des élections pour le renouvellement des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La liste électorale du collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de la Moselle de moins de 20 000 habitants, pour l'élection au plus tard le 26 janvier 2027 des représentants des établissements publics de coopération intercommunale au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale, est annexée au présent arrêté.

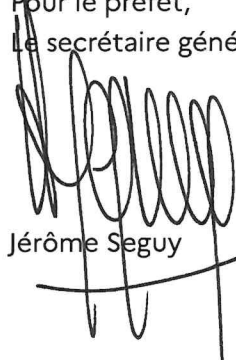
Article 2 : La liste électorale du collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 20 000 habitants du département de la Moselle est arrêtée à 4 électeurs.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par voie d'affichage en préfecture et sous-préfecture et mis en ligne sur le site internet de la préfecture et des sous-préfecture de la Moselle.

Metz le

Pour le préfet,

Le secrétaire général,



Jérôme Seguy

ARRÊTÉ 2026-DCAT-BEPE- 367

du 14 OCT. 2026

**portant modification de la composition
de la commission départementale de la nature, des paysages
et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées**

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.341-16 et R.341-16 et suivants ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 nommant M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
- Vu** le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/2-278 du 20 juillet 2006 modifié portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) de la Moselle et de ses formations spécialisées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2026-DCAT-BEPE-9 du 7 janvier 2026 portant nomination des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2026-DCAT-BEPE-53 du 10 février 2026 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées, pour la formation spécialisée des carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2026-DCAT-BEPE-78 du 5 mars 2026 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées, pour la formation spécialisée des carrières ;

- Vu** le courrier du 21 juillet 2026 de l'Union des industries de carrières et de matériaux de construction (UNICEM) demandant la modification de leurs représentants ;
- Vu** le courrier du 4 août 2026 du Parc naturel régional de Lorraine demandant la modification de leur représentant titulaire ;
- Vu** le courrier du 12 août 2026 de candidature de Monsieur Philippe Pilati en qualité de titulaire de la formation « faune sauvage captive » ;
- Vu** le courriel du 8 septembre 2026 de la Fédération départementale des maires et présidents d'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) demandant la modification de leurs représentants ;
- Vu** le courriel du 9 octobre 2026 du parc zoologique d'Amnéville demandant la modification de leur représentant suppléant ;

considérant qu'il convient de procéder à la modification de la composition de la CDNPS de la Moselle pour les formations Nature, Publicité, Faune sauvage captive, Carrières, Sites et paysage ;

sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'annexe 1 « Formation spécialisée de la nature » de l'arrêté préfectoral n° 2026-DCAT-BEPE-9 du 7 janvier 2026 portant nomination des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées, est modifiée comme suit :

- collège de trois représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements
- un représentant d'établissement public de coopération intercommunale

titulaire	suppléant
Anne Fritsch Renard vice-présidente de l'euro-métropole de Metz	Armel Chabane président de la communauté de communes du Bouzonvillois Trois Frontières

Article 2 :

L'annexe 2 « Formation spécialisée de la publicité » de l'arrêté préfectoral n° 2026-DCAT-BEPE-9 du 7 janvier 2026 portant nomination des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées, est modifiée comme suit :

- collège de trois représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements
- un représentant d'établissement public de coopération intercommunale

titulaire	suppléant
Joëlle Wey présidente de la communauté de communes Pays de Bitche	Delphine Firtion conseillère déléguée de l'euro-métropole de Metz

Article 3 :

L'annexe 3 « Formation spécialisée des unités touristiques nouvelles » de l'arrêté préfectoral n° 2026-DCAT-BEPE-9 du 7 janvier 2026 portant nomination des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées, est modifiée comme suit :

- collège de trois personnalités qualifiées au titre de la protection des sites et du cadre de vie

titulaires	suppléants
Martine Peltre parc naturel régional de Lorraine	Laure Rihn parc naturel régional de Lorraine
Christel De Wendel parcs et jardins de Lorraine	Martine Gerardin parcs et jardins de Lorraine
Stéphane Thalgott paysagiste concepteur	/

Article 4 :

L'annexe 4 « Formation spécialisée de la faune sauvage captive » de l'arrêté préfectoral n° 2026-DCAT-BEPE-9 du 7 janvier 2026 portant nomination des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées, est modifiée comme suit :

- collège de trois personnalités compétentes responsables d'établissement pratiquant l'élevage, la location, la vente ou la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques

titulaires	suppléants
Alexis Maillot vétérinaire en chef au zoo d'Amnéville	Thomas Grangeat directeur zoologique adjoint au zoo d'Amnéville
Denis Baé responsable d'un établissement de vente d'animaux non domestiques	Philippe Pilati responsable d'un établissement de vente et de transit de poissons exotiques
Ismaël Hartman éleveur d'oiseaux d'espèces non domestiques	Stéphane Weiten éleveur d'oiseaux exotiques

Article 5 :

L'annexe 5 « Formation spécialisée des carrières » de l'arrêté préfectoral n° 2026-DCAT-BEPE-9 du 7 janvier 2026 portant nomination des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées, est modifiée comme suit :

- collège de quatre représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements
- deux représentants d'établissement public de coopération intercommunale

titulaires	suppléants
Anne Fritsch Renard vice-présidente de l'Euro-Métropole de Metz	Armel Chabane président de la communauté de communes du Bouzonvillois Trois Frontières
Joëlle Wey présidente de la communauté de communes Pays de Bitche	Delphine Firtion conseillère déléguée de l'euro-métropole de Metz

- collège de quatre personnes compétentes représentants des exploitants de carrières et des utilisateurs de matériaux de carrières
- deux représentants des exploitants de carrières

titulaires	suppléants
Benjamin Garrant société Sablières de la Meurthe	Jérémy Jean société Vaglio SAS
Julien Clavier société GSM Heidelberg secteur Lorraine-Champagne	Sébastien Jolivet société Nexstone

- deux représentants des utilisateurs de matériaux de carrières

titulaires	suppléants
Xavier Biarrot société Eqiom Granulats	Élodie Clavier société Béton Vicat
Christophe Minier fédération régionale des travaux publics	Christophe Fontaine société Colas Nord-Est

Article 6 :

L'annexe 6 « Formation spécialisée des sites et paysages – collège éolien » de l'arrêté préfectoral n° 2026-DCAT-BEPE-9 du 7 janvier 2026 portant nomination des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées, est modifiée comme suit :

- collège de trois représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements
- un représentant d'établissement public de coopération intercommunale

titulaire	suppléant
Joëlle Wey présidente de la communauté de communes Pays de Bitche	Delphine Firtion conseillère déléguée de l'euro-métropole de Metz

- collège de trois personnalités qualifiées au titre de la protection des sites et du cadre de vie

titulaires	suppléants
Fanny Aymer association la demeure historique	Frank Amiaux association la demeure historique
Martine Peltre parc naturel régional de Lorraine	Laure Rihn parc naturel régional de Lorraine
Christian Pautrot professeur agrégé en sciences naturelles	Hervé Brulé pharmacien biologiste

Article 7 :

L'annexe 7 « Formation spécialisée des sites et paysages – collège non éolien » de l'arrêté préfectoral n° 2026-DCAT-BEPE-9 du 7 janvier 2026 portant nomination des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Moselle et de ses formations spécialisées, est modifiée comme suit :

- collège de trois représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements
- un représentant d'établissement public de coopération intercommunale

titulaire	suppléant
Anne Fritsch Renard vice-présidente de l'euro-métropole de Metz	Armel Chabane président de la communauté de communes du Bouzonvillois Trois Frontières

- collège de trois personnalités qualifiées au titre de la protection des sites et du cadre de vie

titulaires	suppléants
Fanny Aymer association la demeure historique	Frank Amiaux association la demeure historique
Martine Peltre parc naturel régional de Lorraine	Laure Rihn parc naturel régional de Lorraine
Christian Pautrot professeur agrégé en sciences naturelles	Hervé Brulé pharmacien biologiste

Article 8 :

Les autres dispositions de l'arrêté n° 2026-DCAT-BEPE-9 du 7 janvier 2026 et de ses annexes restent inchangées.

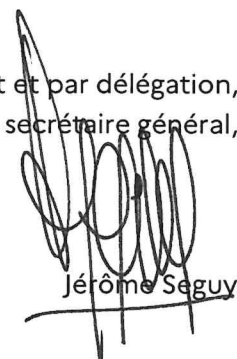
Article 9 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux déposé au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle. Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.

Article 10 :

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la CDNPS, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle et sur le portail internet des services de l'État en Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Jérôme Seguy

**ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 368
du 15 OCT. 2026**

**complémentaire portant renouvellement des membres de la commission de suivi de sites
(CSS) pour les installations HAGANIS et UEM à Metz**

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.125-2 et L.125-2-1, R.125-8-1 à R.125-8-5 et D.125-29 à D.125-34 relatifs aux commissions de suivi de site ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R.133-1 à R.133-15 relatifs au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, sous-préfet de Metz ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-DLP/BUPE-482 du 27 septembre 2012 portant création d'une commission de suivi de sites autour des sites de HAGANIS et UEM à Metz ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2014-DLP/BUPE-199 du 3 juillet 2014 modifiant l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2012 susvisé ;

Considérant que la durée du mandat des membres de la CSS est fixée à 5 ans, et qu'il convient donc de procéder à leur renouvellement ;

ARRÊTE

Article 1

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2012 modifié susvisé est modifié comme suit :

« La composition de la CSS HAGANIS-UEM est renouvelée ainsi qu'il suit pour une période de cinq ans :

Collège « administrations de l'Etat »

- le préfet de la Moselle ou son représentant ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand-Est ou son représentant ;
- le directeur de l'agence régionale de santé (ARS) Grand-Est ou son représentant ;
- le directeur départemental des territoires (DDT) ou son représentant ;
- le directeur départemental de la protection des populations (DDPP) ou son représentant ;
- le directeur de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ou son représentant.

Collège « élus des collectivités territoriales »

- le président du conseil départemental ou son représentant ;
- le président de l'Euro-Métropole de Metz ou son représentant ;
- le maire de Metz ou son représentant ;
- le maire de Saint-Julien-les-Metz ou son représentant ;
- le maire de Woippy ou son représentant ;
- le maire de La Maxe ou son représentant ;
- le maire de Longeville-lès-Metz ou son représentant ;
- le maire de Montigny-lès-Metz ou son représentant ;
- le maire du Ban-Saint-Martin ou son représentant ;
- le maire de Vantoux ou son représentant ;

Collège « associations de protection de l'environnement »

- le président de l'union départementale de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV) ou son représentant ;
- le président du collectif d'information sur le traitement des déchets (CITD) ou son représentant ;
- le président de l'association Air Vigilance ou son représentant ;
- le président du mouvement interassociatif pour les besoins de l'environnement en Lorraine (MIRABEL) ou son représentant ;
- le président de l'association les amis de la terre ou son représentant.

Collège « exploitants »

- le directeur de la régie HAGANIS ou son représentant ;
- le directeur de la société UEM ou son représentant.

Collège « salariés »

- deux représentants des salariés de la régie HAGANIS choisis parmi les salariés protégés au sens des articles L.2411-1 et suivants du code du travail et proposés par le comité social et économique (CSE)
- deux représentants des salariés de la société UEM choisis parmi les salariés protégés au sens des articles L.2411-1 et suivants du code du travail et proposés par le comité social et économique (CSE)

Personnes qualifiées :

- le président de l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air (ATMO) ou son représentant. »

Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2012 modifié susvisé demeurent inchangées. La liste nominative des membres de la CSS, désignés par le préfet, est tenue à jour par la préfecture de la Moselle est mise en ligne sur le site internet de la DREAL Grand-Est

Article 3

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-DCAT-BEPE-163 du 10 août 2021, portant renouvellement des membres de la commission de suivi des sites (CSS) pour les installations HAGANIS et UEM à Metz, est abrogé.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois, à compter de sa publication. Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle et sur le site internet des services de l'État en Moselle dont une copie est adressée à chacun des membres de la commission.

À Metz, le 15 OCT. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Jérôme Seguy

ANNEXE 1 – LISTE Nominative des membres de la CSS HAGANIS-UEM

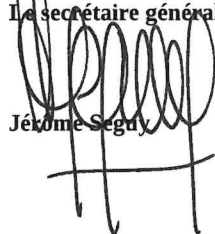
Collège	Qualité	Nom-Prénom
Administrations	M. le préfet ou son représentant	
	Directeur DREAL ou son représentant	
	Directeur ARS ou son représentant	
	Directeur DDT ou son représentant	
	Directeur DDPP ou son représentant	
	Directeur ADEME ou son représentant	
Collectivités territoriales	Président du conseil départemental ou son représentant	Titulaire : M. Patrick Weiten Suppléant : Mme Patricia Arnold
	Président de l'Euro-Métropole de Metz ou son représentant	Titulaire : M. Laurent Bovi Suppléant : Mme Martine Nicolas
	Maire de Metz ou son représentant	Titulaire : Mme Rachel Burgy Suppléant : M. Hassan Laraki
	Maire de Saint-Julien-les-Metz ou son représentant	Titulaire : M. Jean-Louis Grégoire Suppléant : Mme Maria Marques
	Maire de Woippy ou son représentant	Titulaire : M. Cédric Gouth
	Maire de La Maxe ou son représentant	Titulaire : M. Jean-Marc Bur
	Maire de Longeville-lès-Metz ou son représentant	Titulaire : Mme Charlotte Prat Suppléant : M. Pierre Michel
	Maire de Montigny-lès-Metz ou son représentant	Titulaire : Mme Véronique Kremer Suppléant : Mme Clotilde Chambaud-Schvartz
	Maire du Ban-Saint-Martin ou son représentant	Titulaire : M. Pascal Jacquemin
	Maire de Vantoux ou son représentant	Titulaire : M. Patrick Bolzé Suppléant : M. Marc Gigueux
Associations de protection de l'environnement	Président de l'union départemental CLCV ou son représentant	Titulaire : M. Pierre Spacher
	Président du CITD ou son représentant	Titulaire : M. Claude Bertsch
	Président d'Air Vigilance ou son représentant	Titulaire : M. Patrick Klein Suppléant : Mme Isabelle Catalan
	Président du mouvement MIRABEL ou son représentant	Titulaire : Mme Marie-Thérèse Muscat
	Président des amis de la terre ou son représentant	Titulaire : M. Jérémy Matteuci Suppléante : Mme Marie-Pierre Comte

Exploitants	Directeur général de la régie HAGANIS ou son représentant	Titulaire : M. Daniel Schmitt Suppléant : M. Jean-Marc Kolasa
	Directeur général de la société UEM ou son représentant	Titulaire : M. Guillaume Jouaville Suppléant : M. Alain Tousch
Salariés	Représentants des salariés HAGANIS	M. David Taris M. Christophe Morelli
	Représentants des salariés UEM	M. Julien Chabreuil M. Pierre Stochmel
Personnes Qualifiées	Directeur ATMO Grand-Est ou son représentant	M. Franck Ravenet Mme. Audrey Deblay Davoise

Vu pour être annexé à l'arrêté n°2026-DCAT-BEPE-368

du 15 OCT. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jérôme Seguy



**DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE
Engagement des dépenses de fonctionnement courant**

M. David GERNEZ, directeur de greffe du tribunal judiciaire de Thionville

Vu le code de l'organisation judiciaire en son article D.312-66;

Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005;

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique actualisant le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu la délégation octroyée à M. David GERNEZ, en date du 1er septembre 2026 ;

DECIDENT:

Concernant l'engagement des opérations de dépenses de fonctionnement courant des juridictions du ressort de la Cour d'appel de Metz

Article 1 : La subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire pour engager les dépenses relatives au fonctionnement courant du tribunal judiciaire de Thionville sera exercée, après validation du responsable de la gestion budgétaire, par les fonctionnaires listés ci après:

- Mme Isabelle TRAGER, directrice de greffe adjointe
- Mme Aurore CAMPBELL, DSGJ, responsable du site Poincaré
- Mme Hélène LEMOND, DSGJ, cheffe du service penal
- Mme Corinne BONNOMETI, DSGJ, cheffe du service civil,
- Mme Frédérique MIAUT, secrétaire administrative, cellule de gestion,
- Mme Julie HOLZER, adjointe administrative, cellule de gestion.

Ces derniers sont habilités à signer et à procéder aux actes de dépenses suivants :

- Les actes d'engagements pour les dépenses courantes (devis)
- La formalisation des demandes d'achat dans le logiciel CFO
- Les opérations de création de tiers dans chorus CFO
- Les constatations des services fait
- Les dépenses par carte achat pour les dépenses éligibles et dont les conditions prévues quant à l'utilisation de ce moyen de paiement.

Article 2 : En cas de départ du ressort ou de nouvelle nomination, une nouvelle décision sera établie.

Fait à THIONVILLE, le 16 octobre 2026


David GERNEZ
Directeur de greffe

ISSN 0768-7672

Responsable de la publication :
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS

Préfecture de la Moselle - B.P. 71014 - METZ Cedex 1
Tél. 03 87 34 87 34

Contact : pref-imprimerie@moselle.gouv.fr

Atelier d'Imprimerie de la Préfecture de la Moselle